

Le keynésianisme militaire russe : qui profite de la guerre en Ukraine ?

lundi 8 avril 2024, par [ISHCHENKO Volodymyr](#), [MATVEEV Ilya](#), [ZHURAVLEV Oleg](#) (Date de rédaction antérieure : 30 mars 2024).

Comment la transformation de l'économie et de la société russes en réponse aux défis posés par l'invasion de l'Ukraine a-t-elle affecté le soutien populaire à la guerre ? Les chercheurs, déconcertés par le soutien majoritaire constant à « l'opération militaire spéciale », ont tenté de l'expliquer par la faible fiabilité des sondages d'opinion en Russie, les attitudes impérialistes à l'égard de l'Ukraine ancrées dans la culture russe ou la profonde dépolitisation qui caractérise le régime de Poutine.

Si l'on examine le développement de l'économie de guerre russe à travers le prisme des politiques macroéconomiques dirigées par l'État et connues sous le nom de « keynésianisme militaire », on s'aperçoit toutefois que le soutien à la guerre d'une partie au moins de la société russe peut être enraciné dans des facteurs matériels.

L'intensification de la production militaire, l'augmentation significative des paiements aux soldats russes, à leurs familles et à la police, l'augmentation des contrats militaires et la substitution des importations en réponse aux sanctions, tout cela a contribué à créer une base consciente de soutien parmi les groupes qui bénéficient matériellement de la guerre. S'ils se maintiennent dans le temps, ces effets pourraient avoir des conséquences significatives non seulement sur la durabilité du soutien à une guerre d'usure et sur la confrontation à long terme de la Russie avec l'Occident, mais aussi sur la transformation de l'économie et du régime politique russes, créant ainsi une boucle de rétroaction positive. Cependant, les effets économiques et sociaux actuels du keynésianisme militaire russe sont contradictoires et certains Russes qui ont vu leur niveau de vie baisser en raison de ses effets indésirables (comme l'inflation) sont devenus plus critiques à l'égard de la guerre.

Le keynésianisme militaire ?

Depuis le début de l'invasion à grande échelle, on ne cesse de prédire l'effondrement de l'économie russe. Au cours des premiers mois de la guerre, l'industrie automobile s'est trouvée à court de pièces, ce qui a entraîné la fermeture ou l'arrêt d'usines, tandis que la capacité de la Russie à exporter du pétrole et du gaz était menacée. Les investissements étrangers sont devenus plus risqués et le resteront pendant des décennies. Mais l'économie russe a survécu et se trouve même sur une trajectoire de croissance.

La résurgence de l'économie russe s'explique notamment par les politiques de « keynésianisme militaire » du Kremlin. Le keynésianisme militaire est une politique macroéconomique menée par l'État qui vise à accroître la demande globale en augmentant les dépenses militaires. Le gouvernement dépense de l'argent pour la production militaire et divers transferts de revenus liés à l'armée, ce qui met plus d'argent dans les poches des gens et augmente la demande pour la production militaire et civile. Ce stimulus contribue à remettre l'économie sur la voie de la croissance.

L'Allemagne nazie et les États-Unis pendant la guerre froide sont considérés comme les principaux exemples de keynésianisme militaire. Toutefois, la question de savoir si le keynésianisme militaire fonctionne réellement et, dans l'affirmative, dans quelle mesure il est durable, fait l'objet de nombreux débats parmi les spécialistes. Certains affirment que les dépenses consacrées à la production militaire, en tant que forme de production de haute technologie, développent le secteur technologique dans son ensemble et fixent la norme d'une série d'indicateurs économiques pour la production civile. Parallèlement, ces dépenses accrues améliorent les conditions de vie des travailleurs, alimentant ainsi la croissance économique en augmentant la demande globale. Ainsi, les intérêts matériels de segments importants de la population sont alignés sur les efforts militaires de l'État. Les sceptiques répondent que les progrès de la technologie militaire ne sont souvent pas transférables à la technologie civile et que le complexe militaro-industriel prive les secteurs économiques civils de travailleurs et d'investissements, nuisant ainsi à l'économie dans son ensemble.

La dimension keynésienne de l'économie de guerre russe

Alors que certains analystes mettent en doute la validité des statistiques du gouvernement russe, les données économiques corroborées de l'extérieur, telles que les volumes d'importation et d'exportation et les émissions de gaz à effet de serre (qui reflètent l'activité industrielle), indiquent toutes un léger déclin en 2022 et une forte reprise en 2023. La résilience inattendue de l'économie russe est diversement expliquée par les prix élevés de l'énergie (qui ont rendu les sanctions financières inefficaces), le réajustement réussi de la logistique et l'augmentation rapide des dépenses militaires et des dépenses liées à la guerre. En effet, les dépenses fédérales pour la « défense nationale » s'élevaient à 4 700 milliards de roubles (environ 50 milliards de dollars au taux actuel) en 2022, soit une augmentation de 30 % par rapport au plan d'avant-guerre. Les chiffres prévus pour 2023 et 2024 sont de 6 400 milliards de roubles (69 milliards de dollars) et de 10 800 milliards de roubles (116 milliards de dollars), soit près du triple du niveau d'avant-guerre. En 2022-2023, la guerre a été financée par des dépenses déficitaires : l'année dernière, le déficit du budget fédéral s'élevait à 2,3 % du PIB, et le chiffre prévu pour 2023 est de 2 %.

Des dépenses militaires élevées contribuent certainement à la croissance économique. La reprise industrielle a été menée par des secteurs tels que les « produits métalliques finis » et les « produits informatiques, électroniques et optiques », qui sont en grande partie constitués de la production militaire. En outre, les salaires élevés versés aux soldats participant à la guerre, ainsi que les transferts monétaires effectués aux familles des soldats blessés ou tués, ont probablement affecté les revenus et les niveaux de pauvreté au niveau national : la majeure partie des transferts liés à la guerre ont été effectués vers les segments les plus pauvres de la société, au sein desquels les soldats sont recrutés en très grande majorité. Selon Rosstat, les revenus réels ont légèrement baissé (de 1,5 %) en 2022 et se sont rapidement rétablis en 2023, tandis que le taux de pauvreté a légèrement baissé au cours de la première année de la guerre par rapport à la période d'avant-guerre (de 11,0 % en 2021 à 9,8 % en 2022).

En outre, le ministère des finances semble de plus en plus concevoir sa politique budgétaire en termes keynésiens. En 2023, le ministère a présenté une analyse détaillée des effets des dépenses déficitaires sur l'économie, notamment l'augmentation des revenus des ménages et des bénéficiaires des entreprises - et donc (indirectement) l'expansion du secteur financier. Selon le ministère, les objectifs de la politique budgétaire « expansionniste » actuelle comprennent le « renforcement de la défense nationale » et « l'intégration de nouvelles régions » (c'est-à-dire les territoires ukrainiens annexés).

Le keynésianisme militaire russe est-il durable ?

Il est toutefois trop tôt pour dire si cette politique économique sera durable et couronnée de succès à long terme. En raison des sanctions occidentales, la Russie pourrait rencontrer des difficultés à faire progresser son secteur de la haute technologie. Si la technologie de pointe n'est pas importée d'autres pays, comme la Chine, et qu'il n'y a pas de percée dans le R&D national – et on ne peut pas nécessairement s'attendre à une telle percée, étant donné le sous-financement chronique de la science pendant des décennies – l'augmentation de la production (en particulier civile) pourrait entraîner une baisse de la qualité des produits et, en fin de compte, ne pas favoriser la croissance économique à long terme.

Le ministère des finances considère notamment que son approche keynésienne actuelle est temporaire. Selon son dernier document de politique stratégique, malgré des dépenses militaires record en 2024, le déficit budgétaire sera réduit de près de 50 % en termes nominaux cette année-là, pour ne représenter que 0,9 % du PIB. Cet objectif sera atteint grâce à l'augmentation des recettes budgétaires par le biais de divers paiements uniques qui rapporteront 2 500 milliards de roubles (27 milliards de dollars, contre 700 milliards de roubles en 2023 [7,5 milliards de dollars]). En effet, l'augmentation sans précédent des dépenses militaires sera réalisée en redistribuant des ressources provenant d'autres secteurs de l'économie, et non en augmentant le déficit, ce qui va à l'encontre de la logique keynésienne.

Surtout, la politique budgétaire expansionniste s'inscrit dans un contexte de graves pénuries de main-d'œuvre. Le taux de chômage en Russie est tombé à 3 % en août 2023, alors que 60 % des entreprises ont signalé une pénurie de main-d'œuvre. Ce chiffre contraste fortement avec le taux de chômage de 14,6 % enregistré aux États-Unis en 1940, lorsque l'économie américaine est entrée en guerre et a finalement surmonté les effets persistants de la Grande Dépression (un exemple classique de keynésianisme militaire en action). En outre, l'économie russe fonctionne déjà à plein régime, ce qui affaiblit l'effet potentiel des multiplicateurs keynésiens.

Le keynésianisme militaire peut fonctionner parce qu'il attire la main-d'œuvre inactive sur le marché du travail, et s'il ne le fait pas, il risque de casser les secteurs civils. Dans la Russie d'aujourd'hui, il n'y a plus de chômeurs à remettre au travail ni d'usines à rouvrir grâce à des dépenses publiques massives. La Banque centrale et le ministère des finances en sont conscients et avertissent que l'économie est en surchauffe en raison d'une combinaison de mesures de relance budgétaire et d'un manque de capacités de production inutilisées. La surchauffe peut conduire à l'inflation et éroder la valeur des augmentations de salaires et des dépenses sociales, ce qui a incité la Banque centrale à resserrer sa politique monétaire. Des solutions à la pénurie de main-d'œuvre, telles que l'invitation à l'immigration, le recours à la main-d'œuvre adolescente ou carcérale et l'externalisation de la production militaire vers des pays alliés, ont déjà été tentées ou discutées. Mais si elles ne fonctionnent pas, les effets keynésiens de la frénésie actuelle de dépenses sont loin d'être acquis.

Comment cela affecte-t-il le soutien à la guerre ?

Depuis le tout début de l'invasion à grande échelle, les sondages ont montré que les personnes aisées soutiennent davantage l'« opération militaire spéciale » que les pauvres. Les résultats à venir de la dernière enquête de *Chronicles* auprès d'un échantillon national représentatif de Russes, à laquelle le Laboratoire de sociologie publique (PS Lab) a contribué, confirment et précisent cette tendance. Les personnes aisées sont plus disposées à se porter volontaires pour le front que les répondants plus pauvres. Parallèlement, l'enquête montre qu'environ 40 % des citoyens russes affirment que leurs conditions matérielles se sont sensiblement améliorées depuis le début de l'invasion.

Les Russes sont divisés sur la question de savoir si les dépenses militaires améliorent l'économie (37 %) ou lui nuisent (35 %), mais le nombre d'« optimistes » est assez élevé. Parmi ce groupe, seuls 12 % ne sont pas prêts à aller volontairement au front, quelles que soient les circonstances. Parmi les « pessimistes » économiques, en revanche, ce nombre est beaucoup plus élevé – plus de 50 %. En résumé, il existe un chevauchement important entre les bénéficiaires de la guerre (ceux qui ont profité matériellement des changements liés à la guerre), les optimistes économiques et les partisans actifs de l'« opération militaire spéciale » (ceux qui sont prêts à faire quelque chose pour soutenir les forces armées russes, qu'il s'agisse de transférer de l'argent ou d'aller au front). En termes de profil socio-économique, les partisans de l'« opération militaire spéciale » qui ont bénéficié de la guerre sur le plan économique ont tendance à être des employés d'entreprises d'État, du secteur des technologies de l'information ou d'entreprises qui ont réussi à remplacer les importations, ainsi que des personnes qui ont une fortune indépendante.

Une analyse préliminaire des entretiens approfondis avec des Russes ordinaires recueillis par PS Lab au printemps 2022 (environ 200 entretiens) et à l'automne 2022 (plus de 80 entretiens), c'est-à-dire lorsque les premières conséquences des politiques économiques de la guerre ont commencé à se faire sentir, permet d'éclairer la façon dont les visions de la guerre peuvent être influencées par les perceptions des perspectives économiques de la Russie et du bien-être individuel. Les quelques dizaines d'entretiens (pour la plupart de la deuxième vague) qui discutent en détail de l'impact de la première année de guerre sur le bien-être des personnes interrogées confirment que les personnes aisées sont effectivement plus favorables à la guerre. Plus important encore, les entretiens montrent que le soutien à la guerre a particulièrement augmenté chez les personnes dont le bien-être s'est amélioré grâce à l'économie de guerre. En effet, certains d'entre eux établissent un lien explicite entre le soutien à la guerre, la défense de la patrie et le bien-être de leur famille et d'eux-mêmes.

Prenons l'exemple de l'interviewé suivant. Son soutien à l'armée et aux dirigeants russes s'est accru entre l'entretien du printemps et celui de l'automne, tandis que son attitude à l'égard de l'Ukraine et des Ukrainiens est devenue plus agressive. S'exprimant à l'automne, il identifie la défense de la patrie et la défense de sa famille comme les principales motivations de sa volonté d'aller au front :

« Je prendrai un fusil automatique et j'irai tuer ceux qui nous attaquent [...] J'ai ma mère ici, j'ai ma femme bien-aimée ici, je dois les protéger [...] Si j'avais pu, j'aurais été là [au front], c'est juste que personne ne m'y a emmené. Et ce n'est pas dans l'intention de tuer qui que ce soit, juste pour protéger les intérêts de mon État. Je n'en ai pas d'autre (homme, 27 ans, ingénieur du son, octobre 2022). »

Entre les deux entretiens, la personne interrogée a réussi à quitter un emploi qu'elle n'aimait pas et à obtenir un poste attrayant dans le domaine qui était auparavant son hobby. Dans son nouvel emploi, il utilise du matériel fabriqué en Russie dans le cadre du programme d'import-substitution. Sa position dans la société s'améliore, « pas seulement parce que le salaire augmente ou autre chose, mais certaines perspectives commencent à s'éclaircir » Son expérience personnelle en matière de développement de carrière et de réussite professionnelle renforce sa conviction que la Russie s'améliore sur le plan économique à la suite de la guerre. Il croit au succès de la substitution des importations et d'autres mesures visant à rendre l'économie russe indépendante de l'Occident.

Nous constatons également la relation inverse dans les entretiens. Les personnes interrogées qui estiment que la guerre nuit à leur bien-être et menace leurs perspectives économiques commencent à exprimer leur scepticisme à l'égard de l'« opération militaire spéciale », et leur soutien (s'il a jamais existé) diminue. Ainsi, l'une des personnes interrogées, qui se considère comme un patriote russe et qui critique la prétendue hostilité de l'Occident à l'égard de la Russie, qui est critique à l'égard de l'État ukrainien et qui lit principalement des sources militaristes russes sur la guerre, a néanmoins commencé, à l'automne 2022, à critiquer la guerre en Ukraine et la politique étrangère

du Kremlin en général. Il estime que « *la substitution des importations ne fonctionne pas pour nous* » et évalue les perspectives économiques de la Russie en termes plutôt sombres. Interrogé sur les principaux changements intervenus dans le pays depuis le début de la guerre, il déclare : « *En fait, ce qui a changé, c'est que partout, tout d'abord, les prix ont augmenté autant que possible. [...] Et pour nous, les jeunes, ce sont nos poches qui en pâtissent* » (homme, 34 ans, ingénieur électricien, octobre 2022).

Nos entretiens indiquent que le keynésianisme militaire peut produire non seulement des partisans de la guerre, à savoir ceux qui bénéficient directement des nouvelles politiques économiques, mais aussi des opposants parmi ceux qui souffrent de ses effets (tels que l'inflation).

Conclusion

Le keynésianisme militaire russe a été relativement efficace à court terme. Parallèlement à l'augmentation des dépenses militaires et des paiements sociaux, le pays a connu une croissance explosive du complexe militaro-industriel et des secteurs connexes, tels que la microélectronique et l'équipement électrique. La reconstruction des villes détruites dans les territoires ukrainiens annexés constitue un autre moteur potentiel de croissance. La militarisation de l'économie, financée par le déficit, a certainement contribué à la reprise économique du pays en 2022-2023.

Cependant, il y a des raisons de s'interroger sur la durabilité du keynésianisme militaire et sur la mesure dans laquelle il peut avoir un impact positif sur la croissance économique du pays à moyen et à long terme. Ces raisons sont liées au fossé technologique de la Russie par rapport à l'Occident, qui a été exacerbé par les sanctions, et surtout à la pénurie actuelle de main-d'œuvre. Il n'est pas certain que le gouvernement russe soit en mesure de résoudre ces problèmes et d'atténuer les effets négatifs sur les secteurs civils de l'économie, ainsi que de lutter contre l'accélération de l'inflation. En effet, le plan actuel du ministère des finances visant à revenir le plus rapidement possible à une politique d'équilibre budgétaire soulève la question de savoir si les politiques keynésiennes sont même considérées comme une stratégie à long terme.

Néanmoins, la militarisation de l'économie se poursuivra (bien qu'en détournant des ressources d'autres secteurs), produisant des changements visibles dans la société russe par le biais de l'expansion de l'emploi lié à l'armée et des transferts massifs aux soldats et à leurs familles. Les données quantitatives et qualitatives disponibles nous amènent à conclure provisoirement que le keynésianisme militaire peut constituer des grands groupes sociaux de bénéficiaires de la guerre, qui combinent consciemment les améliorations de leur propre bien-être, l'optimisme quant aux perspectives de l'économie russe et le soutien à l'« opération militaire spéciale ». Pendant ce temps, d'autres segments de la société russe semblent souffrir économiquement des effets d'un keynésianisme militaire poursuivi dans des conditions défavorables. Cela pourrait les inciter à devenir plus pessimistes quant aux perspectives économiques de la Russie et plus critiques à l'égard de la guerre.

23 janvier 2024, *Ponats Eurasia*.

Volodymyr Ishchenko

Ilya Matveev

Oleg Zhuravlev

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

L'Anticapitaliste

<https://www.lanticapitaliste.org/actualite/international/le-keynesianisme-militaire-russe-qui-profite-de-la-guerre-en-ukraine?fbclid=IwAR2t8mNs2xJQvPNZecfrkmo4oTugM1hZk18lJl1Fc9xjMekRjax1IvZ1534>